

CHINE: DÉCONSTRUIRE LA MYTHOLOGIE NATIONALISTE (1/3)

Ces histoires que la Chine de Xi Jinping aime se raconter

Où l'on essaie de comprendre le roman national que Xi Jinping, le numéro un chinois, met en œuvre au service de la légitimité d'un Parti communiste bientôt centenaire. Premier volet de notre série sur la déconstruction de la mythologie nationaliste en Chine.

François Bougon

17 août 2020 à 12h29

Il y a près d'un demi-siècle, le 21 février 1972, à Pékin, c'est dans une pièce remplie de livres que se déroula la rencontre historique – mais courte, un peu plus d'une heure – entre le numéro un chinois, Mao Zedong, et le président américain, Richard Nixon. Le premier était accompagné du premier ministre, Zhou Enlai, le second de son conseiller en politique étrangère, Henry Kissinger, qui avait préparé le voyage lors d'un déplacement secret l'année précédente. « *Vous lisez beaucoup* », avait lancé Nixon à Mao, en introduction de leur dialogue.

Pour éviter les sujets de contentieux (Vietnam, Corée ou Taïwan) qui seraient traités lors d'entretiens séparés avec Zhou Enlai, il fut beaucoup question, en cet après-midi d'hiver, de « problèmes philosophiques », selon les mots de Mao, lequel fut qualifié par Nixon de « philosophe professionnel ». Ce qui déclencha les rires de ses interlocuteurs. Puis le grand timonier, désignant Kissinger, demanda à Nixon : « Il est docteur en philosophie ? » Ce à quoi l'Américain rétorqua : « C'est un docteur en cerveaux... »

À la suite de cette rencontre qui resta dans les annales, les présidents américains qui se rendirent dans la capitale chinoise furent généralement reçus au Palais du Peuple, un bâtiment officiel inauguré en 1959 place Tiananmen pour célébrer le dixième anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine.

La visite des lieux chargés d'histoire comme la Cité interdite – l'ancienne demeure des empereurs à partir du XV^e siècle transformée en musée – ou la Grande Muraille entrait dans un programme s'apparentant à du tourisme. Les officiels chinois de leur rang n'avaient pas l'habitude de les accompagner.



Caricature de Xi Jinping. © Democracy Chronicles/Flickr

Tel ne fut pas le cas lors de la toute dernière de ces rencontres, celle de novembre 2017 entre Xi Jinping et Donald Trump. Alors que l'on sentait poindre les tensions entre les deux grandes économies de la planète, Xi a accueilli son homologue dans la Cité interdite pour partager un thé, lui faire visiter les lieux puis dîner.

Jusqu'alors aucun dirigeant communiste n'avait cru bon d'utiliser un tel lieu – lié à un régime impérial et honni à ce titre – pour recevoir un dignitaire étranger, même si les bureaux des dirigeants communistes se trouvent à deux pas, à Zhonghnanhai.

Ne disait-on pas que Mao, qui avait proclamé la fondation de la République populaire de Chine depuis le haut de sa porte sud (Tiananmen), n'était jamais lui-même entré dans la Cité interdite ? Comme l'a suggéré l'hebdomadaire japonais Nikkei Asian Review en 2017 (dans un article intitulé « Xi Jinping brise un tabou et entre dans la Cité interdite »), « peut-être était-ce dû à sa conviction qu'en tant que chef du Parti communiste chinois, un parti qui s'est emparé du pouvoir en s'opposant au système féodal de gouvernement, il ne devait pas être vu admirant les sites impériaux ».

Une première, donc. Et comme un fait exprès, cette visite est aussi l'occasion d'une petite leçon d'histoire donnée par Xi au chef d'État américain au cours d'un échange informel. Les deux hommes se promènent dans l'ancien palais en compagnie de leurs épouses respectives, Peng Liyuan, ancienne chanteuse de l'armée, et Ivanka Trump, ex-mannequin.

Trump s'arrête et s'adresse à Xi sous la forme d'une affirmation qui ressemble à une question : « L'histoire de la Chine peut remonter à 5 000 ans. »

- Xi : « L'histoire écrite de la Chine a plus de 3 000 ans.
- Trump: J'imagine qu'on dit que la plus vieille culture est l'Égypte avec 8 000 ans.
- Xi : Oui, l'Égypte est plus vieille que la Chine. (Sortant sa main droite de son manteau et pointant son doigt vers

Trump, comme le font les maîtres lorsqu'il s'agit de faire sentir aux élèves la portée de ce qu'ils vont dire.) Mais la Chine est la seule civilisation dont la culture est passée constamment de génération en génération jusqu'à aujourd'hui.

- Trump: C'est donc votre culture originelle, ici?
- Xi : Oui. Les gens comme nous remontent à 5 000 ans. (Faisant cette fois un signe de la main de haut en bas en partant de sa tête.) Cheveux noirs, peau jaune, nous nous désignons sous le nom de descendants du dragon.
- Trump : C'est génial! »



Xi: We call ourselves descendants of the dragon © CGTN

Cet échange est un moment à la fois anecdotique et fort intéressant, car s'y révèle, dans sa quintessence, le roman national que Xi Jinping ne cesse de mettre en avant depuis son arrivée au pouvoir, fin 2012 : ancienneté, permanence, héritage, supériorité.

Relayé par le puissant appareil de propagande, ce récit place en effet le Parti communiste chinois (PCC) dans une position d'héritier d'une longue histoire chinoise.

Le Parti est l'organe qui répare : en lavant les humiliations subies au XIX^e siècle de la part des puissances coloniales européennes ou en redressant l'économie pour faire du pays la deuxième économie mondiale. Il n'est donc plus celui qui détruit, comme pendant la Révolution culturelle lorsque Mao avait appelé les gardes rouges à se débarrasser des « *quatre vieilleries* » (les vieilles idées, la vieille culture, les vieilles coutumes et les vieilles habitudes).

Car là est bien le paradoxe : Mao tirait sa légitimité de la révolution et, jusqu'à sa mort en 1976, il n'a cessé de lutter contre toute dérive droitière, bousculant régulièrement le Parti communiste. Comme l'a souligné en 2017 <u>dans le New York Times</u> le sinologue britannique Roderick MacFarquhar, le grand timonier, inspiré dans sa jeunesse par les

écrits anarchistes, était passé maître dans l'art du *luan* (l'agitation, le chaos, le bordel...) et les dirigeants du Parti eux-mêmes en pâtirent tout autant que les millions de Chinois, victimes du Grand Bond en avant et de la Révolution culturelle (avec un bilan estimé allant jusqu'à 45 millions de morts).

Staline avait fait appel à Ivan le Terrible, Xi Jinping se tourne vers les empereurs

Donc si, à ses débuts en 1949, Mao se targuait de construire une « Chine nouvelle », dont la légitimité était tirée du rejet des systèmes précédents, qu'ils soient impériaux ou républicains, l'actuel numéro un tente, lui, d'effectuer une synthèse avec la Chine ancienne. Staline avait fait appel à Ivan le Terrible, Xi Jinping se tourne vers les empereurs.

« Pour détourner une citation de Donald Trump, je dirais que Xi Jinping essaie de rendre sa grandeur à la Chine », explique le sinologue canadien Timothy Brook, auteur de l'ouvrage Le Léopard de Kubilai Khan. Une histoire mondiale de la Chine (éditions Payot), dont le titre anglais est beaucoup plus explicite : Great State. China and The World (« Le Grand État. La Chine et le monde »).

Le voilà au sommet du pouvoir d'un immense pays issu d'une culture immémoriale : de quoi, à l'extérieur, impressionner le président américain et surtout, à l'intérieur, légitimer une politique de stabilité obtenue par la force et la répression de toute voix dissidente.

C'est en cela qu'on peut dire que Xi marque d'ores et déjà l'histoire politique de la Chine, pour ce tour de force d'avoir réconcilié la veste révolutionnaire Sun Yat-sen (que les Français appellent veste Mao) et le *hanfu*, le costume traditionnel de l'ethnie majoritaire han.



Une bannière au nom de l'Institut Confucius pour accueillir Xi Jinping aux États-Unis en 2012. © UI International Programs/Flickr

Pour ce faire, Xi Jinping revendique tout d'abord l'entièreté de l'histoire du Parti et se pose en continuateur à la fois de Mao le révolutionnaire égalitaire et de Deng le réformateur qui réussit à intégrer son pays dans le capitalisme globalisé. C'est ce qu'il a exprimé <u>dans un discours de janvier 2013</u> intitulé « Certaines questions sur le maintien et le développement du socialisme à caractéristiques chinoises ».

« Nous ne pouvons pas utiliser la période historique après la "réforme et l'ouverture" pour nier celle avant la "réforme et l'ouverture", ni utiliser celle avant la "réforme et l'ouverture" pour nier celle d'après. La pratique et l'exploration du socialisme avant la "réforme et l'ouverture" ont créé les conditions de la pratique et de l'exploration du socialisme après ; la pratique et l'exploration du socialisme après la "réforme et l'ouverture" consistent à maintenir, réformer et développer la période précédente », a-t-il expliqué.

Il appelle également les membres du Parti à ne jamais oublier de quelle histoire ils sont les produits.

En 2016, il célèbre ainsi les 80 ans de la fin de la Longue Marche (1934-1936), cette traversée de la Chine du sud au nord, sur 12 000 kilomètres, durant laquelle l'armée rouge s'est réfugiée dans le nord-ouest du pays après avoir été pourchassée par les troupes nationalistes. « Cet exploit révolutionnaire qui a ébranlé le monde est une épopée magnifique écrite par le Parti communiste chinois et l'armée rouge, un monument imposant du processus historique de la grande renaissance de la nation chinoise », dit-il à l'occasion d'une exposition qui y est consacrée.

Pour lui, certes les temps ont changé, mais pas « les idéaux et les causes pour lesquels nous nous battons ». Chacun a donc sa Longue Marche à parcourir, d'autant plus si on appartient au Parti! « Nous devons graver dans notre

mémoire les exploits glorieux de l'armée rouge, promouvoir son esprit, développer et diffuser l'éducation traditionnelle révolutionnaire et patriotique », lance-t-il.

Mais ces discours ne l'empêchent pas de faire simultanément l'éloge de la civilisation traditionnelle chinoise. Là est son remarquable talent de synthèse. Fin 2013, il se rend à Qufu, dans la ville natale de Confucius, le penseur qui vécut aux VI^e et V^e siècles avant notre ère et dont les idées furent récupérées à partir de la dynastie des Han, soit quatre siècles après la mort du philosophe, par les empereurs pour renforcer leur pouvoir.

Xi <u>juge que le confucianisme pouvait jouer un rôle positif dans le développement de la Chine</u>. Pour mesurer l'ampleur du revirement, n'oublions pas que ceux qui fondèrent le Parti communiste avaient participé au mouvement du 4 mai 1919, dont l'un des slogans était : « <u>À bas la boutique de Confucius ! »</u> Xi Jinping se sert dans le magasin sans vergogne.

Selon lui, le Parti est suffisamment fort pour intégrer les « cinq mille ans de civilisation continue ». Aux cadres, Xi recommande d'apprendre « les connaissances historico-culturelles » et « la culture traditionnelle » pour « enrichir leur sagesse » et « perfectionner leur personnalité par l'étude » : « La culture traditionnelle chinoise est très riche. L'étudier et assimiler les idées qu'elle recèle nous aide à adopter une juste conception du monde, de la vie et des valeurs. »

Désormais, tout doit conforter ce qu'il nomme la <u>« confiance en soi culturelle »</u> : la Chine a été première en tout, elle a inventé la boussole, le papier, l'imprimerie, la poudre... Elle pourrait, par conséquent, inventer une nouvelle cohabitation entre les nations au XXI^e siècle : les plus légitimes à modeler la gouvernance mondiale ne sont-elles pas les vieilles civilisations ?

En mai 2014, à l'occasion de la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie (Cica), un forum intergouvernemental créé en 1992, Xi Jinping a plaidé pour une nouvelle architecture de sécurité en Asie – succédant à celle dominée par les Américains depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale – où les problèmes « seraient réglés par les Asiatiques eux-mêmes ».

« Le tournant a été le rêve chinois »

Le contrôle de l'histoire est l'un des enjeux importants du mandat de Xi Jinping. Une guerre culturelle est en cours et elle est menée par des « forces hostiles dans le pays et à l'étranger qui écrivent souvent des articles sur l'histoire de la révolution chinoise et de la Nouvelle Chine qui ne cessent d'attaquer, de diffamer et de calomnier », a-t-il prévenu dans son discours de janvier 2013.

Et l'Union soviétique est un précédent à ne pas oublier, affirme-t-il alors. « Pourquoi l'Union soviétique s'est-elle désintégrée ? Pourquoi le Parti communiste de l'Union soviétique a-t-il perdu le pouvoir ? Une raison importante est que la lutte était intense dans le domaine idéologique — l'histoire de l'Union soviétique et du Parti communiste était niée, tout comme Lénine, Staline. Le nihilisme historique et les pensées confuses étaient promus. À tous les niveaux, les organisations du Parti n'ont rien fait et l'armée n'était pas sous la direction du Parti. À la fin, le Parti communiste de l'Union soviétique, ce grand parti, a été mis en pièce, et l'Union soviétique, ce grand pays socialiste, s'est effondrée. Cela doit être pour nous une mise en garde! »



Une histoire sous haute surveillance. À l'entrée de la Cité interdite à Pékin en 2019. © vhines200/Flick

Et ce contrôle de l'histoire doit valoriser les actions du Parti et renforcer le nationalisme chinois, qui nourrit la légitimité du régime communiste.

Certes, souligne Deng Yuwen, un ancien éditeur de la revue du Parti *Study Times*, aujourd'hui à l'université de Nottingham, dans un article publié (<u>en chinois</u>, mais disponible <u>ici</u> en anglais) par le tout nouveau site Chinese Future – lancé par <u>le sociologue Zhang Lun</u> et malheureusement seulement disponible en chinois pour l'instant –, le Parti a toujours joué sur cette corde-là : il est le fidèle héritier des luttes de ceux qui dénoncèrent les traités inégaux du XIX^e siècle et de ceux qui se soulevèrent le 4 mai 1919 afin de lutter contre les prétentions japonaises sur la Chine.

Toutefois, pour Mao, le nationalisme n'était qu'un élément parmi d'autres, et c'est une différence d'importance. Le plus précieux était, à ses yeux, l'application de sa vision du marxisme. Mais après le lancement des réformes économiques à la fin des années 1970 par le pragmatique Deng Xiaoping — « Qu'importe que le chat soit blanc ou noir pourvu qu'il attrape des souris » — et l'introduction du capitalisme, le maoïsme a été abandonné pour un « socialisme à caractéristiques chinoises », un drôle d'attelage entre léninisme politique et libéralisme économique.

Dans ce cadre, le nationalisme est devenu un instrument crucial pour retrouver une légitimité forte auprès de la population. Un impératif renforcé après le massacre du mouvement démocratique à Pékin en 1989 par l'Armée populaire de libération.

Pour Deng Yuwen, le régime communiste connaît aujourd'hui un moment qui ne s'était jamais présenté depuis 1949, même si, bien évidemment, « le PCC a toujours voulu inculquer cette prise de conscience à tout le peuple » : le

nationalisme mis en œuvre par Xi Jinping est bel et bien devenu une « religion nationale reconnue et acceptée par les masses ». Ce qu'il désigne comme le passage du nationalisme (minzuzhuyi en mandarin) à l'« étatisme » (guojiazhuyi en mandarin).

Il bénéficie de la présence concomitante de quatre éléments indispensables : « La fierté vis-à-vis de la longue histoire de la Chine, un fort sentiment à l'égard des victimes chinoises, la réalisation de l'illusion de l'émergence de la Chine et l'endiguement de la Chine par les pays étrangers. »

Selon le journaliste, « le tournant a été le rêve chinois qu'il [Xi Jinping] a évoqué au début de son mandat ». Ce « rêve chinois », qui fait écho au « rêve américain », fut évoqué pour la première fois en novembre 2012. Peu de temps après son intronisation à la tête du Parti, Xi s'était retrouvé, en compagnie des six autres membres du comité permanent du bureau politique, au tout nouveau Musée national à l'occasion d'une exposition permanente consacrée à « la renaissance de la Chine », qui débutait sur les guerres de l'opium du XIX^e siècle, lorsque l'empire britannique imposa sa loi et s'octroya la colonie hongkongaise.

Quelques mois plus tard, dans son premier discours de président de la République, en mars 2013, il soulignait que « pour réaliser le rêve chinois de la grande renaissance de la nation chinoise, nous devons devenir un pays puissant et riche, réaliser le renouveau de la nation et le bonheur du peuple ».

D'un nationalisme essentiellement défensif, on passe doucement à un nationalisme plus offensif, l'un des outils de cette stratégie étant le développement des « nouvelles routes de la soie », un ensemble de projets d'infrastructures à la fois continentaux et maritimes reliant la Chine au reste du monde et destiné à mettre en place, selon son expression, une « communauté de destin partagé ».



Une couverture de « The Economist » en 2013. © Capture d'écran/The Economist

Comme le souligne Deng Yuwen dans son texte, le durcissement de la position américaine vis-à-vis de la Chine sous Donald Trump – avec une confrontation qui va désormais au-delà des questions commerciales et que certains « faucons » comme le secrétaire d'État Mike Pompeo (lire <u>ici</u> son discours du 23 juillet) dépeignent comme une nouvelle guerre froide entre Pékin et un *« monde libre »* (avec Trump ! quelle ironie...) – renforce le régime de Xi Jinping.

Car le rêve chinois est largement partagé en Chine, de l'extrême gauche à l'extrême droite, d'où « le dilemme des libéraux chinois » : « Même si beaucoup – en particulier du côté des gens qui ont des idées libérales – sont mécontents du virage politique à gauche et de la main de fer de Xi, cependant ils ne sont pas opposés à la renaissance nationale et à la puissance du pays. Et même s'ils ont des opinions différentes voire opposées, ils n'osent pas les exprimer ouvertement de peur d'être étiquetés par l'opinion publique comme agents des forces antichinoises occidentales en Chine. »

Mao annonçait la naissance d'une « Chine nouvelle », Xi n'a de cesse, dans ses discours, de vanter cette « grande

Chine » qu'il préside. Au nom de cette renaissance, c'est un ethnonationalisme « grand han » qu'il met en œuvre. Car si ce « rêve chinois » est largement partagé, il ne s'applique pas à tous les Chinois : ceux qui n'appartiennent pas à l'ethnie majoritaire han, tels les Tibétains ou les Ouïghours, sont « assimilés » de force ; et les Han de Hong Kong, qui sont considérés comme n'étant pas assez patriotes, sont destinés, eux aussi, à être mis au pas. Xi Jinping est le grand ordonnateur de cette « harmonisation ».

Prochain volet : L'impensé colonial du nouvel empire chinois.

François Bougon

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Stéphane Alliès et Carine Fouteau

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€. RCS Paris 500 631 932.

Numéro de CPPAP: 1224Y90071

Nº ISSN: 2100-0735

Conseil d'administration : Fabrice Arfi, Jean-René Boisdron, Carine Fouteau, Edwy Plenel, Sébastien Sassolas, James Sicard, Marie-Hélène Smiéjan.

Actionnaires directs et indirects : Société pour l'Indépendance de Mediapart, Fonds pour une Presse Libre, Association pour le droit de savoir

Rédaction et administration : 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris

Courriel: contact@mediapart.fr Téléphone: + 33 (o) 1 44 68 99 08

Propriétaire, éditeur, imprimeur : Société Editrice de Mediapart

Abonnement: pour toute information, question ou conseil, le service abonnés de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse :

serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 11 place Charles de Gaulle 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 127 avenue Ledru-Rollin,

75011 Paris.